

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 3 avril 2025

ZOOM : COLOMBIE – LES PREMIERES ANNONCES DE GERMAN ÁVILA, NOUVEAU MINISTRE DES FINANCES 2

Zone 2

Les nouveaux droits de douane fixés par les États-Unis pour les pays andins et le plateau des Guyanes. 2

Bolivie 3

Première opération de transport de gaz argentin vers le Brésil *via* les gazoducs du bolivien YPFB. 3

Colombie 3

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,50 %. 3

Le secteur des services devrait continuer à être le moteur de l'économie colombienne en 2025. 3

En février, l'indice de confiance commerciale augmente, mais l'indice de confiance industrielle baisse. 4

La Banque centrale met en place une initiative pour pallier à l'augmentation de l'argent fiduciaire en circulation dans l'économie. 4

Equateur 4

La Banque centrale revoit ses prévisions de croissance pour 2025 à la hausse. 4

Guyana 5

Le Secrétaire d'Etat Marco Rubio en visite officielle au Guyana. 5

Pérou 5

Pour 2025, l'inflation est prévue autour de 2 %. 5

Mise en place de mesures de dérégulation pour stimuler l'économie. 5

Venezuela 6

Les exportations de pétrole diminuent en mars. 6

Le gouvernement suspend certains impôts à partir d'avril, et annonce une collecte fiscale en hausse au T1 2025. 6

Zoom : Colombie – Les premières annonces de Germán Ávila, nouveau ministre des Finances

Suite à la démission du précédent ministre des Finances, Diego Guevara, resté 3 mois à ces fonctions (voir [nos précédentes brèves](#)), German Ávila lui succède. Ce dernier a récemment fait connaître ses propositions pour les finances du pays, tout en affirmant que **sa priorité serait de soutenir les initiatives du président Petro**.

Parmi les mesures annoncées par G. Ávila figurent des impôts ciblés sur certains secteurs (notamment le secteur des jeux d'argent et de hasard, dont les subventions seront supprimées), sans augmenter l'imposition des ménages ; la suppression de la subvention au diesel pour les véhicules de luxe (tout en maintenant celle destinée aux transporteurs) ; et une pression exercée sur la Banque centrale afin d'accélérer la baisse de son taux directeur – alors la Banque centrale vient d'annoncer qu'elle maintenait son taux à 9,50 %, cf. *infra*. De plus, **le ministre a annoncé envisager la réintégration de certaines dépenses gelées en début d'année**. Il a souligné que les mesures mises en place ne devront pas affecter les programmes clés du Plan de développement du gouvernement, tels que la santé, l'éducation et la réforme agraire.

Face à ces annonces, plusieurs institutions économiques ont rappelé la nécessité de réduire les dépenses publiques d'entre 7,2 Md\$ et 12 Md\$ en 2025.

G. Ávila a cependant répondu que les rapports préliminaires sur la collecte des impôts de mars transmis par la Direction nationale des impôts et des douanes (DIAN) indiquent que les objectifs fiscaux auraient été dépassés ce mois-ci. Le ministre a indiqué travailler avec la DIAN afin d'identifier de nouvelles sources de revenus pour compenser la baisse des recettes fiscales de 2024.

Zone

Les nouveaux droits de douane fixés par les États-Unis pour les pays andins et le plateau des Guyanes.

Dans son allocution du 2 avril, le Président Donald Trump a annoncé l'augmentation des droits de douanes pour la quasi-totalité de ses partenaires économiques, incluant l'Amérique latine. Ainsi, **les importations de Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur et du Suriname seront taxées à hauteur de 10 % ; les importations du Venezuela le seront à hauteur de 15 % ; et celles du Guyana le seront à hauteur de 38%**. Les États-Unis sont un partenaire majeur pour ces pays : en 2024, ils ont représenté notamment 29 % des

exportations de la Colombie, 20 % de celles de l'Équateur et 13 % de celles du Pérou.

Le gouvernement colombien a annoncé voir en cette décision une opportunité pour le pays de diversifier ses partenaires, tout en mentionnant sa volonté de continuer à travailler sereinement avec les États-Unis, premier partenaire commercial du pays. Le gouvernement péruvien s'est également exprimé avec retenue, indiquant qu'il attendait de connaître les détails des droits de douane applicables au Pérou, comptant sur son traité de libre-échange avec les États-Unis (le TLC) pour en limiter l'impact sur ses exportations – tout en soulignant que le pays dispose de la possibilité d'explorer de nouveaux marchés.

L'Equateur a souligné qu'il faisait partie des pays concernés par les droits de douanes les plus faibles, et a réaffirmé sa volonté de renforcer ses relations avec les Etats-Unis. Au Venezuela, Nicolás Maduro a exprimé son insatisfaction face à l'annonce de D. Trump, en disant « faire face à une guerre économique que les Etats-Unis déclarent au monde entier ».

Bolivie

Première opération de transport de gaz argentin vers le Brésil via les gazoducs du bolivien YPFB.

Cette semaine, TotalEnergies, le groupe brésilien Matrix Energy et Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB, compagnie pétrolière et gazière publique bolivienne) **ont commencé à acheminer 4,5 millions de mètres cubes de gaz naturel argentin à destination du marché brésilien.**

Cette opération, qui utilise l'infrastructure de transport de YPFB, avait été discutée pour la première fois en novembre dernier, lorsque des représentants des trois entreprises avaient signé un contrat d'exploitation international visant à rendre viable l'exportation de gaz naturel argentin vers le Brésil, via la Bolivie.

Selon les experts, cette initiative présente à la fois des opportunités et des limites. D'un côté, elle illustre la chute de -55 % des exportations d'hydrocarbures de la Bolivie, du fait d'investissement trop faibles par l'entreprise publique YPFB, limitant les efforts d'exploration et de forage.

Dans le même temps, les infrastructures de YPFB continuent d'être exploitées, générant des revenus (droits de passage) pour la Bolivie – bénéfiques cependant bien inférieurs à ceux générés par les ventes de gaz à l'Argentine par le passé.

Colombie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,50 %.

Bien que le nouveau ministre des Finances, German Ávila, et les deux nouveaux membres du conseil d'administration (CA) de la Banque centrale (récemment nommés par le Président Petro), aient exprimé leur volonté de baisser le taux directeur à 9%, **les quatre autres membres du CA ont voté contre cette proposition, maintenant de facto le taux à 9,5%.**

Le Président Petro a critiqué cette décision, soutenant qu'elle était motivée par « des raisons politiques ». Cependant, le directeur général de la Banque centrale a affirmé qu'elle était justifiée par l'inflation du mois de février, qui a atteint 5,3% en g.a., légèrement supérieure à celle des trois mois précédents (5,2%), et au-delà de la cible de 3%.

Le secteur des services devrait continuer à être le moteur de l'économie colombienne en 2025.

Suite à la pandémie de Covid-19, l'importance du secteur des services s'est considérablement accrue. Selon les analystes, **depuis 2023, le secteur tertiaire a été le principal contributeur à la reprise économique**, avec notamment une forte croissance des activités artistiques et de divertissement qui ont progressé de +81,4% par rapport à 2019. De plus, les dépenses des ménages en loisirs et cultures sont celles qui ont le plus augmenté depuis 2018 (+133%). Ainsi, en janvier 2025, 17 des 18 sous-secteurs des services ont enregistré une croissance en g.a. Les sous-secteurs du stockage (+23%) et de la production de films et de programmes télévisés (+18%) se distinguent.

L'ANIF (think tank économique colombien) prévoit que la croissance en 2025 devrait atteindre 2,8%, soutenue par les secteurs

agricole et des services, comme en 2024 où ils avaient chacun crû de +8,1 % et contribué à la croissance à hauteur de 0,8 p.p. et 0,3 p.p. respectivement.

En février, l'indice de confiance commerciale augmente, mais l'indice de confiance industrielle baisse.

En février 2025, **l'Indice de Confiance Commerciale (ICCO) s'est établi à 24,5 %**, en hausse de +2,9 p.p. par rapport au mois précédent (21,6 %). Cette amélioration est expliquée par une augmentation de +5,8 p.p. de la perception de la situation économique actuelle par les entreprises, et par une hausse de +2,4 p.p. des anticipations pour le prochain semestre. L'ICCO a progressé de +13,6 p.p. par rapport à février 2024 (10,9 %).

De son côté, **l'Indice de Confiance Industrielle (ICI) s'est situé à 0,2 %**, enregistrant une baisse de -1,8 p.p. par rapport au mois précédent (2,0 %). Cela s'explique par une diminution de -3,8 p.p. des prévisions de production pour le prochain trimestre, cependant compensée par une hausse de +1,2 p.p. du niveau des stocks et une baisse de -0,4 p.p. du volume actuel des commandes. L'ICI a augmenté de +0,5 p.p. par rapport à février 2024 (-0,3 %).

La Banque centrale met en place une initiative pour pallier à l'augmentation de l'argent fiduciaire en circulation dans l'économie.

En Colombie, **la quantité de monnaie fiduciaire croît actuellement à un taux annuel de +20 %**, chiffre bien supérieur aux taux de croissance des comptes courants (+2%) et des comptes d'épargne (+6,3%). L'ampleur de cette évolution est jugée surprenante par les économistes, notamment face aux efforts des secteurs public et privé pour promouvoir un écosystème financier numérique à faible coût. De plus, elle soulève des préoccupations, car elle pourrait indiquer une augmentation de l'informalité ou des activités illicites, selon

certain analystes. En outre, une utilisation accrue d'argent fiduciaire engendre des coûts opérationnels supplémentaires et freine le développement du crédit bancaire. En 2025, la part de la monnaie fiduciaire par rapport à la masse monétaire (M2) en Colombie a atteint 16 %, soit près du double de l'objectif fixé en 2018 (8,5 %).

En septembre, la Banque centrale colombienne lancera son système de paiements instantanés, Bre-B, qui permettra d'effectuer des virements instantanés entre différentes entités bancaires. Ce dispositif est inspiré du système brésilien PIX, qui avait favorisé l'adoption des paiements numériques et réduit l'utilisation de l'argent fiduciaire. Depuis son lancement, PIX a non seulement augmenté les transactions numériques, mais aussi encouragé l'ouverture de comptes bancaires et l'accès au crédit.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	3,4%	32,7%	1654
Change USD/COP	-0,2%	5,6%	4146
Change EUR/COP	0,4%	7,0%	4497
Prix du baril (Brent, USD)	1,8%	-9,2%	75,37

Equateur

La Banque centrale revoit ses prévisions de croissance pour 2025 à la hausse.

La Banque centrale a modifié ses prévisions de croissance pour 2025, de 1,5 % à 2,5 %. Cette amélioration est imputable à des prévisions à la hausse pour l'investissement public et privé (en particulier du fait des projets d'infrastructure routière, et des projets publics et privés de production d'électricité), ainsi qu'à la mise en place progressive des accords de libre-échange conclus avec la Chine, le Costa Rica, le Canada et la Corée du Sud. Cette prévision n'intègre toutefois pas la récente décision des États-Unis d'augmenter les droits de douanes applicables à l'Equateur. La Banque centrale signale tout de même des

facteurs de risque qui pourraient détériorer la croissance, comme la guerre commerciale entre les Etats Unis et la Chine, des sources de financement limitées pour le pays et une baisse des cours internationaux du pétrole.

Guyana

Le Secrétaire d'Etat Marco Rubio en visite officielle au Guyana.

Le Secrétaire d'Etat Marco Rubio s'est rendu au Guyana dans le cadre de visites dans les Caraïbes axées sur la sécurité énergétique, l'immigration illégale et la lutte contre le crime transnational. À cette occasion, un mémorandum d'entente a été signé pour renforcer la coopération bilatérale, notamment dans la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité transnationale et le partage d'informations. M. Rubio a salué le potentiel de transformation du Guyana, soulignant des opportunités au-delà du pétrole, notamment en technologie, agriculture et écotourisme, tandis que le président Ali a réaffirmé les liens solides entre les deux pays. La Chambre de l'énergie pétrolière et gazière du Guyana (GOGEC) a salué cette visite, en rappelant que l'administration Trump soutient le développement du pétrole et du gaz au Guyana, tout en s'opposant à des pressions pour réduire la production de combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables. L'entreprise états-unienne ExxonMobil détient 45 % du bloc guyanien Stabroek, et y a investi plus de 2 Md\$. **Marco Rubio a également souligné la nécessité d'une collaboration entre les deux pays pour gérer les défis migratoires,** en affirmant que le Guyana pourrait attirer des migrants dans les années à venir, de par sa croissance économique et sa position géographique.

Malgré cette visite et ces avancées diplomatiques, **D. Trump a annoncé l'entrée en vigueur de droits de douane de 38 % sur les**

importations en provenance du Guyana, excluant toutefois le pétrole, limitant ainsi largement l'impact de cette décision unilatérale.

Pérou

Pour 2025, l'inflation est prévue autour de 2 %.

En mars, l'inflation a atteint 1,28 % en g.a., son niveau le plus bas depuis 2018, soit 0,81 % en g.m. **Ce niveau est dans la fourchette cible de la Banque centrale (BCRP, 2 % ± 1pt%).** Le Pérou figure parmi les pays affichant les plus faibles inflations dans la région, grâce à la gestion rigoureuse de la politique monétaire de la BCRP. Selon les économistes, l'inflation pourrait rester à des niveaux similaires pendant encore quelques mois avant de converger vers 2 %, soit le point médian de l'objectif fixé par la Banque centrale.

Mise en place de mesures de dérégulation pour stimuler l'économie.

Le ministère de l'Economie et des Finances a annoncé plus de 400 mesures dans le cadre d'un « choc de dérégulation », visant à éliminer les barrières bureaucratiques, simplifier les procédures et optimiser les mécanismes de contrôle. Ces réformes ont pour objectif d'accélérer la croissance économique et d'améliorer l'efficacité de l'État.

Ce plan s'articule autour de trois piliers fondamentaux : la déréglementation, la simplification administrative et l'amélioration de la gestion publique. Le ministre de l'Économie et des Finances, José Salardi, a en effet affirmé que le pays avait souffert d'une « surréglementation » excessive, freinant son développement économique. Dans ce contexte, Jorge Zapata, président de la Confédération nationale des institutions entrepreneuriales privées (Confiep), a appelé

à une réforme du système national de contrôle afin de favoriser la formalisation des entreprises. Il a également souligné un autre défi majeur : assurer une meilleure coordination avec les municipalités, dont le nombre dépasse actuellement 1 800 à l'échelle nationale.

Venezuela

Les exportations de pétrole diminuent en mars.

Selon Reuters, **les exportations vénézuéliennes de pétrole brut et de carburant ont enregistré en mars une baisse de -11,5 % par rapport au mois précédent, et de - 7,8 % par rapport à mars 2024.** Cela fait suite au retrait par les Etats-Unis de licences clés pour opérer dans le secteur pétrolier vénézuélien; et à l'annonce de droits de douanes de 25 % supplémentaires imposés par les Etats-Unis aux pays important du pétrole et du gaz vénézuéliens à partir du 2 avril 2025.

Selon PDVSA (compagnie pétrolière publique vénézuélienne), en mars, les exportations se sont élevées à 804 700 bpj et à 341 000 tonnes de dérivés pétroliers et de produits pétrochimiques. La Chine (483 700 bpj), les États-Unis (210 700 bpj), l'Inde (60 160 b/j) et Cuba (50 130 b/j) en ont été les principaux clients, et aucune exportation de brut n'a été enregistrée vers l'Europe.

Le gouvernement suspend certains impôts à partir d'avril, et annonce une collecte fiscale en hausse au T1 2025.

Nicolás Maduro a récemment annoncé la suspension de tous les impôts municipaux concernant le secteur primaire. Cette mesure devrait durer un an et a pour but de pallier à aux difficultés économiques prévues suite au renforcement des sanctions étatsuniennes.

En outre, N. Maduro a affirmé que le Service national intégré de l'administration douanière et fiscale (SENIAT) avait indiqué que la collecte fiscale du T1 2025 présentait une augmentation nominale de 109 % par rapport à la même période en 2024. Pour mémoire, l'inflation a atteint 89% en mars en g.a.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)